La révolte en héritage

Militantisme en famille et fragmentation au Nord-Mali (MNLA)

The Heritage of Revolt. Militancy in Families and Fragmentation in Northern Mali (MNLA)

Denia Chebli

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriaines/25913>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.25913

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2019

Pagination : 453-481

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Denia Chebli, « La révolte en héritage », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 234 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/25913> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.25913>

La révolte en héritage

Militantisme en famille et fragmentation au Nord-Mali (MNLA)

En janvier 2012, le Mouvement national de libération de l’Azawad (MNLA) déclare la guerre à l’État malien et proclame l’indépendance de l’Azawad le 6 avril 2012¹. Si, dans un premier temps, le MNLA chasse l’armée malienne et les fonctionnaires des trois régions du Nord, le mouvement sécessionniste est rapidement évincé par des groupes islamistes, dont l’avancée vers le Sud motivera l’intervention française en janvier 2013. À la suite d’un processus de négociation, un accord de paix est signé à Alger, en juin 2015. Six ans après le début du conflit, le MNLA s’est fragmenté en une multitude de mouvements armés.

La fragmentation du MNLA, qui constitue l’objet de cet article, s’est imposé en raison d’un étonnement empirique. Le processus qui a mené à la signature de l’accord de paix au Mali a été l’occasion d’assister à des scènes *a priori* surprenantes : des opposants politiques se faisant de grandes accolades et prenant des nouvelles de leurs familles respectives avant de prendre place à la table des négociations². Mes enquêtes de terrains sont parsemées de scènes de ce type : un gendarme en uniforme faisant une sieste chez une militante importante du MNLA, des membres de ce même mouvement partageant un thé dans une chambre d’un hôtel bamakois avec d’anciens camarades qui ont fait scission. À mes questions, mes interlocuteurs rétorquent systématiquement : « c’est la famille » ou encore « on se connaît depuis toujours ». Alors que le MNLA qui a initié le conflit en 2012 a fait face à de nombreuses scissions dès 2013, la guerre ne semble pas avoir rompu les relations interpersonnelles entre des individus appartenant désormais à des mouvements armés concurrents.

1. Je remercie vivement Johanna Siméant et Adèle Blazquez pour leurs relectures, ainsi que Marielle Debos, Olivier Grojean et Gilles Dorronsoro pour leurs retours sur la première version de ce texte. Merci également aux relecteurs anonymes de la revue et à Marie Brossier pour ses commentaires stimulants. Sans oublier toute l’équipe de l’ERC Social Dynamics of Civil Wars qui nourrit sans cesse ma réflexion.
2. Discussions informelles en mai 2016 avec des acteurs de la médiation, Bamako.

De même, une bataille meurtrière a opposé la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA)³ à un mouvement loyaliste (GATIA)⁴. Quelques temps après, une rencontre organisée par la médiation a réuni les mouvements rivaux. Au moment des retrouvailles, un membre de la CMA me raconte : « Il y a eu trente minutes de malaise et tout a repris comme avant », ils se sont salués et ont pris des nouvelles de leurs familles.

Pourquoi partager un thé avec des « traîtres » qui ont affaibli le mouvement ? Pourquoi accueillir dans sa maison un neveu portant l'uniforme de l'État que l'on combat ? Pourquoi saluer amicalement ses ennemis ? Les fragments d'explications de mes interlocuteurs — « On se connaît depuis toujours », « c'est la famille » — suggèrent un lien entre des réseaux d'interconnaissances forts et l'impossibilité d'exercer de la coercition. Cette articulation renvoie directement au processus de formation et de fragmentation du MNLA que je m'attacherai à décrire ici. En effet, les relations interpersonnelles ont joué un rôle central dans la trajectoire de ce mouvement indépendantiste. Il semble que la conscience d'un ordre social à protéger soit un frein à l'autonomisation des groupes politiques.

Des travaux récents sur le conflit malien se sont employés à comprendre la fluidité des alliances entre groupes insurgés, soulignant l'importance des aspects économiques, sociaux et politiques dans les logiques de fragmentation (Benchérif & Campana 2016) et la tension entre les enjeux locaux de pouvoir et les « macro-incitations internationales » (Desgrais, Guichaoua & Lebovich 2018). La fragmentation des mouvements rebelles est parfois comprise comme le reflet d'une société segmentaire (Grégoire 2013). De façon plus générale, les dividendes attendus suite à l'accord de paix accentuent la tendance à la fragmentation des groupes belligérants (Christia 2012 ; Campana 2018 ; Desgrais *et al.* 2018). De plus, il semble établi que les alliances instables et la fragmentation des groupes insurgés soient un schéma récurrent des guerres civiles contemporaines (Benchérif & Campana 2016). Cependant, le fait que les scissions n'impliquent pas de sanctions n'est pas une évidence et doit être interrogé. En effet, la trahison d'un membre « se traduit souvent par l'exclusion, la réclusion, voire la mise à mort du traître » (Schehr 2007 : 316) et certaines institutions combattantes imposent des systèmes coercitifs

3. La CMA est une coordination créée en octobre 2014 dans le but de faciliter les négociations de paix, elle réunit les mouvements rebelles, principalement le MNLA, le HCUA et le MAA.

4. Le Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA) est un mouvement opposé à l'indépendance de l'Azawad créé en août 2014, dirigé par un colonel de l'armée malienne, El Hadj ag Gamou (également ancien rebelle des années 1990). Plusieurs affrontements l'ont opposé aux mouvements de la CMA, mon interlocuteur fait référence ici à la bataille du 21 et 22 juillet 2016 à Kidal.

qui impliquent un véritable coût de sortie pour les membres (les Tigres de libération de l'Îlam Tamoul [LTTE], les Taleban, l'État islamique [EI], le Parti des travailleurs du Kurdistan [PKK], etc.).

Sans nier l'importance des dynamiques économiques et politiques qui sous-tendent les scissions, des travaux ont montré que les relations interpersonnelles expliquent à la fois l'adhésion à un mouvement et son retrait (Goodwin 1997 ; Shah 2013 ; Gayer 2014). Goodwin, le premier, a montré comment au sein de la rébellion Huk aux Philippines (1946-1954), la prégnance des attaches affectives et sexuelles a freiné l'action collective en installant des engagements émotionnels divisés. Dans le même sens, Alpa Shah (2013), à travers le cas du mouvement maoïste en Inde, soutient que les relations intimes expliquent à la fois pourquoi les gens rejoignent le mouvement, mais aussi pourquoi ils s'en éloignent ou le trahissent en raison de conflits de loyauté entre le groupe révolutionnaire et les proches. Laurent Gayer (2014), à la suite de Goodwin, explique que les relations amoureuses et sexuelles peuvent éroder un mouvement, et montre notamment l'importance de les réguler pour maintenir une discipline interne au sein de la People's Liberation Army (PLA) du Népal (1996-2010). C'est d'ailleurs dans cette même logique que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie interdit les relations sexuelles entre ses membres : « dans une volonté de disciplinarisation et d'assujettissement des militant(e)s » (Grojean 2003 : 35).

Le puzzle que cet article essaie de reconstituer est donc l'apparent paradoxe d'un mouvement qui mobilise de façon extrêmement efficace des combattants et des militants au nom de l'indépendance d'un territoire et qui, dans un second temps, échoue à administrer la population dans le territoire conquis et se fragmente rapidement. Dans le cas du MNLA, je fais l'hypothèse que les liens de solidarité (familiaux, matrimoniaux, amicaux) qui expliquent la grande capacité du mouvement à mobiliser, empêchent la mise en place des institutions et des pratiques disciplinaires qui auraient permis au mouvement de construire un monopole sur la cause de l'indépendance de l'Azawad. La construction du MNLA à partir d'alliances familiales et intimes porte en germe sa fragmentation. Dès 2013, le mouvement perd le monopole de la cause et se montre incapable d'instaurer une discipline en son sein et de maintenir un engagement de ses militants sur le long terme en raison du très faible coût de sortie de l'organisation. En effet, les trahisons et défections des membres sont peu sanctionnées socialement, il apparaît donc que l'impossibilité de contraindre ses membres au nom du groupe soit étroitement liée aux relations intimes au sein du mouvement.

Pour saisir ce processus, il est nécessaire dans un premier temps de retracer les conditions de la création du MNLA. La guerre en Libye a été parfois trop

rapidement considérée comme une cause directe du déclenchement de la rébellion touarègue (Grégoire 2013). Si ce conflit a effectivement permis l'arrivée massive d'hommes formés au combat qui furent essentiels au déclenchement de la guerre, le MNLA a un historique plus processuel que cet effet domino transnational. Je le montrerai en retraçant l'importance du réseau d'étudiants au sein du Mouvement national de l'Azawad (MNA), ainsi que le passage à la lutte armée, qui s'est traduit par une mobilisation des structures de parenté et un renversement des rapports de pouvoir intergénérationnels. Dans un second temps, je montrerai comment les compétences militantes, l'imaginaire de la lutte et la mémoire des rébellions précédentes sont transmis au sein des cercles familiaux et amicaux. Enfin, le fonctionnement des unités militaires du MNLA et la tentative de gestion de la ville de Kidal confirment l'hypothèse selon laquelle les relations inter et intrafamiliales sont à la fois une ressource et un obstacle à la lutte commune. En effet, l'imbrication de la sphère politique et des relations de parenté, la non-différenciation des rôles et l'éparpillement des pouvoirs, ne va pas permettre l'autonomisation politique du MNLA (Bourdieu 2012 : 130-138)⁵.

Cet article se base sur huit terrains de recherche effectués entre 2012 et 2018 en Mauritanie, en Algérie, au Niger, au Maroc et au Mali, d'une durée de sept mois et demi au total⁶. Ces terrains en périphérie du conflit constituent une alternative sécuritaire (Hagberg & Körling 2015) aux analyses souvent décalées de la réalité issues du traitement quantitatif des sources publiques (Walther & Christopoulos 2015)⁷. Je dispose de 162 entretiens individuels et collectifs⁸ avec divers profils et acteurs du conflit : combattants, réfugiés, militants, *leaders* politiques, chefs militaires de groupes armés et membres

-
5. A. BOURGEOT (1992) a également soutenu que la force des liens parentaux ne permettait pas l'autonomie du pouvoir politique, cependant il développe cette hypothèse dans une vision tribaliste et évolutionniste (CLAUDOT-HAWAD 1993) que je ne partage pas. La controverse entre ces deux anthropologues s'est particulièrement matérialisée *via* les numéros 46, 48 et 50 de la revue *Politique Africaine*. Le comparatisme permet ici de s'extraire du supposé « particularisme » touareg ou africain.
 6. La recherche menée pour cet article a bénéficié d'un financement du projet ERC (n° 669690) soutenu par l'European Research Council (ERC) dans le cadre du programme recherche et innovation de l'Union européenne Horizon 2020.
 7. Ces auteurs utilisent la méthode Social Network Analysis (SNA) à partir d'une sélection d'articles de presse dont ils n'interrogent pas le statut. Ils ont pour objectif de détailler les relations internes au sein et entre les mouvements présents au Nord-Mali mais pêchent inmanquablement à décrire la finesse des relations sociales et des allégeances qu'ils n'observent qu'au prisme de l'opportunisme politique. Pour une critique récente du néopositivisme appliquée à l'analyse des guerres civiles contemporaines, voir BACZKO & DORRONSORO (2017).
 8. Enregistrés et retranscrits. Les discussions informelles n'ont pas été comptabilisées.

des associations de la sphère azawadienne⁹. Ma recherche s'appuie également sur des sources manuscrites, audio et audiovisuelles qui ont trait à l'organisation interne du MNLA et aux activités des associations dites de la « société civile azawadienne ». Lors de mon premier terrain, mes interlocuteurs étaient tous membres du MNLA, au fil des années, ils se sont engagés dans différents mouvements issus des scissions du mouvement indépendantiste : CPA, MSA (1 et 2), CJA (1 et 2), MPSA, HCUA, FPA¹⁰.

La création du MNLA : les liens familiaux et amicaux à la base de la mobilisation

Pour comprendre pourquoi les individus se sont désengagés du MNLA, il est important dans un premier temps de comprendre comment ils s'y sont engagés (Grojean 2013). La rébellion initiée en 2012 se distingue des précédentes par le fait que le MNLA a pu bénéficier du travail associatif du Mouvement national de l'Azawad (MNA) entre 2010 et 2011. Ce dernier, essentiellement formé d'étudiants originaires des régions du Nord, usait d'un répertoire légaliste, notamment en travaillant à la création d'un parti politique, se démarquant ainsi des rébellions menées par les générations antérieures (1963, 1990, 2006). La tentative d'officialisation du MNA en tant que parti politique porteur des revendications spécifiques au Nord (sécheresse, insécurité, accès aux premiers soins) provoque une répression de l'État. Du fait de la répression du mouvement, les étudiants vont continuer à agir dans la clandestinité en créant des alliances à partir des réseaux familiaux étendus pour aboutir à la création du MNLA.

Des associations pour les étudiants venus du Nord

Lors de leur arrivée à Bamako, les étudiants à la base du MNA prennent le relais d'associations créées par leurs aînés. Originaires de la même localité, des

9. L'identité de mes interlocuteurs a été anonymisée afin de respecter la confidentialité de leurs témoignages, la confiance qu'ils m'ont accordée ainsi que leur intégration au Mali. L'exception est faite pour mes interlocuteurs médiatisés qui ont endossé des fonctions publiques au sein du MNLA.

10. Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA), Mouvement pour le salut de L'Azawad (MSA), Congrès pour la justice dans l'Azawad (CJA), Mouvement populaire pour le salut de l'Azawad (MPSA), Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), Front populaire de l'Azawad (FPA). Pour un tableau récapitulatif des groupes armés, voir DESGRAIS *ET AL.* (2018 : 662-665) et, pour un tableau des groupes armés actifs pendant la période intérimaire, voir BENCHÉRIF (2018 : 198-201).

liens amicaux ou familiaux les unissent avant le regroupement en association qui vient formaliser des réseaux de solidarité¹¹. Par exemple, l'association réunissant les universitaires de Kidal « est là pour les étudiants à Bamako, c'est nos aînés qui ont créé ça, nos grands frères, toutefois il y a le relais, toujours une relève quoi »¹² explique son président en 2012. Ici, l'étudiant fait référence à des liens de parenté symbolique en parlant des « grands frères ». Cette forme de « militantisme fraternel » existe dans d'autres organisations réunissant de jeunes militants, comme le montre Omar Carlier (1995 : 35) dans son ouvrage sur le nationalisme algérien. Les structures associatives leur offrent un espace de politisation et l'acquisition de compétences organisationnelles et communicationnelles *via* l'organisation de multiples activités et événements (soirées culturelles, concerts, tournois sportifs...). En plus des activités ludiques, les associations répondent chez ces étudiants à des préoccupations sociales, politiques et économiques spécifiques aux régions du Nord telles que le sous-développement de leur région, l'insécurité et l'accès aux premiers soins de santé.

Ces diverses associations, loin d'être des entités déconnectées les unes des autres, entretiennent des relations amicales, parentales ou de camaraderie qui les unissent. Une fois par an, les associations se retrouvent pour un grand tournoi de football. L'idée de se regrouper dans un collectif commun se cristallise peu à peu et, en mars 2007, les principales associations d'étudiants venus du Nord se réunissent pour créer le collectif commun Afous-Afous (« main dans la main » en tamasheq). Comme l'explique un étudiant originaire de Tombouctou membre du collectif :

Le but d'Afous-Afous c'était de réunir la communauté nordiste et d'échanger. Le premier objectif c'était de se connaître, de se fréquenter pour... Disons qu'il y avait des petits problèmes entre les communautés arabes par exemple, les communautés tamasheqs ou les Ifoghas, les Ansari, les Chamanamas, il y avait toujours des petits problèmes et ça c'était depuis longtemps. Mais ça continuait encore, ça revenait toujours avec les rébellions, donc les gens qui sont allés à l'école, ils ont pris conscience de ça, et ils font en sorte que ça change petit à petit, donc le premier but, c'était ça, se rencontrer, se fréquenter, échanger pour que ces problèmes là disparaissent¹³.

11. À titre d'exemple, Ellay (Association des jeunes étudiants originaires de Tombouctou), ASCUNK (Association des scolaires et universitaires de Kidal), BJAM (Bureau des jeunes arabes du Mali), ou AJGDPM (Association des jeunes de Gao pour le développement et la paix en milieu nomade).

12. Entretien du 9 octobre 2012 avec Mohamed T., étudiant, membre d'ASCUNK et du MNA, Nouakchott.

13. Entretien du 7 octobre 2012 avec Amano, étudiant, membre de Ellay et du MNA, Nouakchott.

Mohamed décrit ici une démarche volontariste qui dépasse les logiques communautaires inculquées dans le cadre familial. Cet objectif du collectif qui tente de créer une cohésion régionale est aussi, selon le diagnostic des étudiants, une réponse à une stratégie étatique consistant à exploiter les identités ethniques à des fins politiques. Certains étudiants membres du collectif quittent Bamako pour poursuivre des études dans des pays limitrophes et créent des antennes d'Afous-Afous, principalement au Maroc, en Algérie, au Niger, en Libye et en Mauritanie qui, à l'image des associations, deviennent des espaces de politisation. Des débats sont organisés sur des problématiques locales telles que la scolarisation des enfants nomades, l'accès aux premiers soins de santé ou la lutte contre l'insécurité, des sujets d'actualité internationale sont également discutés, en passant des élections présidentielles en France à l'intervention en Libye.

Des réseaux transnationaux se consolident à travers Afous-Afous et permettent aux étudiants basés dans différents pays de la sous-région de matérialiser des projets communs. L'idée de la formation d'un mouvement politique représentant les habitants du nord du Mali germe lors d'un voyage en Europe de deux figures des associations étudiantes, Bilal ag Acherif, étudiant en économie en Libye (futur secrétaire général du MNLA) et Moussa ag Acharatoumane, étudiant en sociologie à Bamako (*leader* remarqué des associations estudiantines). À leur retour, au milieu de l'année 2010, ils décident d'organiser un congrès pour officialiser ce mouvement. L'État malien, jusqu'ici assez passif vis-à-vis des activités des associations d'étudiants, s'oppose alors au congrès de Tombouctou et multiplie les manœuvres administratives et les menaces, en s'appuyant notamment sur la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), pour entraver les entreprises politiques des étudiants. Malgré ces tentatives d'intimidation, un congrès a lieu à Tombouctou du 31 octobre au 1^{er} novembre 2010 réunissant des représentants d'une dizaine d'associations membres ou non du collectif Afous-Afous, des délégations du collectif venues des trois régions du Nord et des pays limitrophes. Dans l'optique de continuer politiquement la lutte qu'ils considèrent comme initiée militairement par leurs parents, les étudiants dédient alors ce congrès à la création de ce qu'ils nommeront le Mouvement national de l'Azawad (MNA). La conscience de devoir se distancier du répertoire d'action (Tilly 1978) radical utilisé par les anciennes générations les mènent à créer un parti politique qui représenterait les intérêts des trois régions du Nord. Un *leader* du mouvement explique ce choix :

Politique pourquoi ? Parce que tout simplement on voulait montrer au reste du monde que les Touaregs savent faire autre chose que prendre les armes, ils savent s'exprimer

politiquement [...] et c'est le Mali en réalité qui pousse les gens, qui les retransmet à prendre des armes, à se révolter. Ce n'est pas des gens amoureux des armes, ce n'est pas des gens qui n'ont pas peur de la mort. Mais quelque part, ils sont obligés de prendre ses armes parce que c'est le seul moyen d'expression, et en créant ce MNA, on savait déjà à l'époque, en réalité, qu'on ne va pas nous laisser nous exprimer, on le savait, mais on voulait justement le montrer au reste du monde, puisqu'à l'époque tout le monde chantait « le Mali un pays démocratique, un modèle en Afrique » tout ça... mais nous on savait que c'était le contraire¹⁴.

Ici, le *leader* étudiant explique l'usage d'un répertoire légaliste dans la perspective de légitimer leur passage à la violence au niveau international, par l'impossibilité d'instaurer un dialogue démocratique avec l'État malien. Cependant, l'ensemble de mes entretiens montre que seul un réseau restreint au sein du collectif étudiant envisage une rébellion dès cette étape. La majorité des étudiants participant à cette initiative n'avait ni l'intention, ni l'idée d'un passage à la violence politique, le choc moral de la répression à destination « du reste du monde » va donc dans un premier temps agir sur les membres du groupe.

La tentative d'officialisation du MNA se solde par l'arrestation de deux *leaders* étudiants transférés le même jour à Bamako. Moussa ag Acharatoumane, lui-même arrêté, témoigne : « On nous a arrêté, ils voulaient même amener un avion à Tombouctou pour nous évacuer sur Bamako, tellement ils étaient... on avait l'impression qu'ils avaient arrêté Abou Zeid ! Ghlas ! »¹⁵. Arrivés à Bamako, les deux étudiants sont enfermés dans une cellule de la sécurité d'État, de laquelle ils sortiront dix-huit jours plus tard sans avoir été jugés et après avoir été officiellement accusés de vol de voiture. L'arrestation arbitraire des deux étudiants lors du congrès marque une rupture dans le parcours collectif des étudiants, notamment sur le répertoire d'action dont ils vont désormais user et leur positionnement vis-à-vis de l'État.

Les effets de la répression, le passage à la clandestinité

Le soir même de l'arrestation, les étudiants restés à Bamako créent un site internet¹⁶, un logo du MNA et éditent un memorandum politique. Dans cette situation d'urgence, ils découvrent le potentiel d'action que leur permettent la cohésion interne et l'organisation collective acquises dans l'expérience associative. Un *sit-in* pour leur libération organisé devant la cour d'appel

14. Entretien du 13 novembre 2013 avec Moussa ag Acharatoumane, *leader* du MNA, Paris.

15. *Ibid.*

16. Le site internet créé pour le MNA sera ensuite utilisé pour le MNLA, <<http://mnlamov.net/>>.

de Bamako se conclura par une dizaine de blessés et l'arrestation de trois autres étudiants. Cette organisation politique d'étudiants touaregs éveille les soupçons d'un appareil étatique qui a déjà vécu plusieurs rébellions (1963, 1990, 2006) initiées dans le nord du pays. La tentative légaliste échoue : le MNA n'est pas autorisé par les autorités maliennes et les associations impliquées sont interdites de réunions.

Un membre du MNA explique ainsi la radicalisation du mouvement :

En 2010, lorsqu'on a créé le MNA, ce n'est pas pour amener une rébellion, c'est parce qu'on se croyait dans un pays démocratique. Mais qu'est-ce qu'un pays démocratique ? Un pays où tu peux dialoguer, un pays où tu peux réclamer ton droit, on voulait créer un parti politique pour aider le Mali à nous aider. Mais l'État sans chercher à comprendre a commencé à réprimer [...] et on sait que si on nous rejette sans qu'on se rebelle, c'est qu'on n'a pas notre place ici¹⁷.

La répression du mouvement renforce chez les étudiants le sentiment d'appartenance à un groupe stigmatisé et marque une rupture dans le parcours collectif des étudiants et leur positionnement vis-à-vis de l'État.

Ainsi, les actes de répression envers ces jeunes deviennent, au-delà d'un *leitmotiv*, un élément de preuve du caractère inchangé de la répression étatique envers les Touaregs. À partir de novembre 2010, les étudiants apprennent les pratiques de clandestinité ; désormais, les réunions ont toutes lieu en dehors de Bamako et ne dépassent pas vingt minutes, les messages indiquant le lieu sont immédiatement supprimés après lecture. Le répertoire d'action se transforme, comme l'indique un membre actif du MNA :

Donc là on avait compris que l'ennemi en face ne connaît pas ce discours, maintenant il faudra foncer ! Foncer c'est quoi ? Certes rester pacifique pour l'instant, mais créer des antennes, essayer de créer une légitimité du MNA à la base, on a créé les antennes, au moins 16 antennes au Nord, dans l'Azawad, à peu près je crois une trentaine de cellules dans les localités comme dans les arrondissements, des cellules ont commencé à exister. Puis, on a pu commencer à prendre des contacts, parce qu'on a créé des comités, [il] y avait un comité de relais avec les cellules. Et on a commencé à travailler sur la mise en place des cellules du MNA et des antennes au niveau régional, donc toutes les anciennes antennes sont devenues des relais¹⁸.

17. Entretien du 15 octobre 2012 avec Mohamed B., étudiant membre d'Ellay et du MNA, Nouakchott.

18. Entretien en septembre 2012 avec Attaye, étudiant *leader* d'Ellay et membre du MNA, Nouakchott.

Le réseau d'interconnaissance mis en place dans les années précédentes est mobilisé pour quadriller le territoire¹⁹. La principale fonction des cellules est de fournir des informations de terrain, les participants fournissent des comptes rendus réguliers sur l'évolution des alliances internes, les arrivées d'armes, les passages de militaires maliens et des véhicules d'AQMI. Les informations recueillies par ces cellules sont ensuite utilisées par différents comités²⁰ mais circulent dans un cercle restreint.

Alliance avec les générations précédentes

Alors que la formation d'un mouvement politico-militaire se dessine, les étudiants se tournent vers leurs parents pour acquérir les premières compétences militantes et les ressources militaires nécessaires à la rébellion. Dans ce contexte, les étudiants, renvoyés à leur statut de cadets sociaux, perdront progressivement la maîtrise du mouvement. En effet, par l'interpénétration des modes de domination propre à l'espace de la parenté au sein du mouvement militant, le processus de transformation du MNA en mouvement politico-militaire va engendrer un renversement des rapports générationnels de pouvoir. Comme l'exprime un rebelle des années 1990, attentif aux actions des étudiants, « dans la constitution du MNLA, il n'y avait que des jeunes inexpérimentés, mais ce n'est pas facile d'être expérimentés dans une révolution »²¹. Pour pallier ce manque d'expérience et acquérir les ressources, notamment militaires, indispensables au déclenchement de la lutte armée, les étudiants vont réactiver les structures militantes des rébellions précédentes.

Dans un premier temps, Ibrahim ag Bahanga, chef rebelle notamment actif en 2006, comprend l'opportunité que représente ce jeune *leadership* intellectuel et propose une alliance :

Ibrahim ag Bahanga voulait nous rencontrer et il nous a dit : « il faut qu'on fusionne », c'est-à-dire que désormais on ne sera plus seulement un mouvement politique. Tout le monde nous connaît, maintenant il faut qu'on ait quelque chose pour nous protéger, c'est-à-dire des armes et des véhicules et que lui, il est prêt à nous servir de branche militaire.

19. Un réseau de cellules est mis en place dans tous les arrondissements de Bamako et les trois régions du Nord sont découpées. Par exemple, la région de Tombouctou est divisée en cinq cellules : Gossi, Ber, Tombouctou ville, Léré, Gourma-Rharous.

20. Un comité militaire, un comité de relais et un comité d'information.

21. Entretien, mai 2018, avec Ibrahim, rebelle de 1990, membre du HCUA et de la CMA, Bamako.

Et nous on en avait besoin, parce qu'à l'époque déjà on était menacés par les services maliens qui nous cherchaient²².

Ces derniers, se sentant menacés, acceptent cette proposition. En août 2011, à la mort d'Ibrahim, le MNA hérite de tous ses hommes et de son matériel militaire.

À la même période, pour former un appui logistique à la rébellion, les étudiants basés en Algérie entrent en contact avec des coordinations de femmes déjà organisées issues des rébellions successives. En Libye, les étudiants partagent leur projet avec les militaires touaregs maliens. À Bamako, certains jeunes incitent des cadres touaregs et des officiers de l'armée — qu'ils connaissent personnellement — à les rejoindre. Dans les trois régions du Nord, les étudiants entrent dans ce qu'ils appellent la « phase de sensibilisation » et multiplient les réunions pour informer sur leur projet. En particulier à Kidal, où dans le but de soutenir l'organisation de la rébellion, l'Association des femmes de l'Azawad est créée pour capter des financements auprès d'ONG et de bailleurs internationaux²³.

Dans le sud de l'Algérie, les militantes prennent en charge le transfert d'armes qui arrivent de Libye. La guerre en Libye va accélérer le processus, comme un étudiant en témoigne quelques années plus tard : « la vague de déserteurs libyens qui arrivait était incontrôlable. Tout est allé trop vite alors qu'on avait encore besoin de temps pour la sensibilisation et l'organisation, la phase de sensibilisation commençait à peine à Gao et Tombouctou ». Un dernier congrès, à Zakak, officialise l'alliance entre les étudiants et les militaires en créant la branche armée du mouvement ; le MNA devient le MNLA en octobre 2011²⁴.

Le ralliement des générations précédentes à partir de relations de parenté a permis de constituer une base sociale à l'action collective. Par ailleurs, l'approbation, voire la valorisation de l'engagement dans l'univers familial, conditionne l'intensité de l'investissement militant (Sawicki & Siméant 2009) et armé (Crettiez 2011 ; Sommier 2015). Cette fierté des familles est une forme de « rétribution symbolique » de l'engagement (Gaxie 1977 ; Grojean & Kaya 2012 : 108). De plus, comme je le montrerai par la suite, la famille constitue un espace dans lequel les militants vont acquérir le cadre cognitif et les compétences nécessaires au passage à la lutte armée.

22. Entretien en septembre 2012 avec Attaye, *op. cit.*

23. Elles avaient à l'époque rédigé un projet sur la thématique de « la femme et l'informatique » pour récolter des fonds auprès d'ONG norvégiennes et françaises.

24. Pour plus de détails sur la création du MNLA, se référer à mon mémoire (CHEBLI 2013) et à son résumé (CHEBLI 2014).

Transmissions familiales : mémoires et compétences

Au sein du MNLA, les dispositions de l'individu et les compétences nécessaires pour s'intégrer dans la rébellion s'alignent au sein de l'univers familial. La résurgence de la mémoire familiale va alors agir comme un levier qui permet d'activer les dispositions acquises lors de la socialisation primaire. Les liens de solidarité sont transmis comme un héritage liant indissociablement famille et engagement politique. Dans un premier temps, les sentiments et les souvenirs liés aux anciennes rébellions transmis dans le cadre familial expliquent comment les militants du MNLA ont hérité d'un cadre affectif et cognitif les prédisposant à un engagement au sein du mouvement indépendantiste²⁵. De plus, la transmission des compétences (politiques, militaires et logistiques) et la répartition des tâches militantes se coordonnent également au sein de la sphère familiale.

Transmission mémorielle dans la famille

La rébellion déclenchée en 2012 est la quatrième révolte touarègue que connaît le Mali depuis son indépendance en 1960. Elle implique et concerne plusieurs générations et mobilise une « mémoire de luttes » (Crettiez 2011), constituée à partir des épisodes de répressions remémorés entre militants ou en famille. Les mises en récit de ces épisodes légitiment la rébellion actuelle, créent du lien entre générations et impliquent émotionnellement les plus jeunes. Comme l'a montré Selim Smaoui (2016 : 109-216) à propos des petits-enfants de victimes du franquisme qui s'engagent au nom d'une « mémoire familiale », l'intériorisation de cette mémoire n'est pas la cause de l'engagement militant, mais sa résurgence en est un effet. En ce sens, la mémoire peut être considérée ici comme un « outil d'action sur le monde social » (Fouéré 2010) qui va fournir l'argumentaire affectif et inciter les plus jeunes à s'engager dans la lutte armée, se sentant investis d'un « devoir de génération »²⁶. Cette dimension sociale de la mémoire est confirmée par le fait qu'elle ne ressurgit qu'au moment où elle est socialement nécessaire, sinon elle est tue, non transmise (Rodet 2010)²⁷. Ce n'est qu'à l'éclatement de la rébellion que les plus jeunes

25. Pour une comparaison de ce processus avec d'autres mouvements armés, voir la recension de SOMMIER (2012 : 21).

26. Le « devoir de génération » est une expression fréquemment utilisée par mes interlocuteurs pour justifier leur engagement au sein du mouvement.

27. Voir l'exemple décrit par M. RODET (2010) sur la mémoire de l'esclavage dans la région de Kayes au Mali.

militants découvrent les événements traumatiques vécus par leurs parents et grands-parents jusqu'ici restés tabous, tels les enfants d'exilés chiliens qui apprennent ce que leurs parents ont vécu lorsque l'affaire Pinochet est investie collectivement dans l'espace public (Jedlicky 2016 : 159).

« Quand il y a eu les premières attaques du MNLA, on a entendu que l'armée malienne allait venir pour tuer tout le monde »²⁸ explique Touta, militante du MNLA. Originaire d'Aguelhoc, une commune près de Kidal, cette jeune femme de 19 ans raconte la précipitation avec laquelle les villageois se sont réfugiés en brousse. Les pas guidés par la peur, « y'en a même qui sont partis en courant sans rien », se remémore-t-elle en riant. Un rire nerveux qui masque à peine la mémoire des violentes répressions sur les civils que l'armée malienne a exercées lors des rébellions touarègues précédentes. En 1963, comme en 1990, les militaires maliens perdus dans les dunes sahariennes face à des rebelles « insaisissables » ont reçu l'ordre d'étouffer la rébellion à sa base, s'attaquant aux civils potentiellement partisans de la rébellion, en empoisonnant les puits et tuant le bétail (Boilley 2012 : 317-335). Un commandant du MNLA, enfant lors de la rébellion de 1990, se souvient : « J'ai toujours eu peur de l'armée malienne depuis que je suis petit, je me souviens quand on était petits ma mère me disait de ne pas aller sur la route parce qu'il y a l'armée malienne qui passe, et qui massacre des gens »²⁹. Début 2012, ce sont ces souvenirs d'exactions (indifférenciées) et de leurs mises en scène sordides qui ont poussé plus de 350 000 habitants à prendre la fuite vers les pays limitrophes (Mauritanie, Niger, Libye, Burkina Faso, Maroc et Algérie).

Ceux qui, comme Touta, se sont réfugiés à Tamanrasset, ville du sud algérien, ont pour la plupart rejoint des membres de leur famille installés dans un quartier en périphérie de la ville suite à l'exil qu'a provoqué la répression de la rébellion de 1990. Assise au fond d'une cour, une vieille dame originaire de la région de Kidal, entourée de ses enfants et petits-enfants, évoque un souvenir d'enfance : « Dans mon village, ils ont pris quinze hommes, ils leur ont rasé la tête, ils les ont mis dans un trou et ils ont lancé une grenade. La fosse commune existe toujours, dedans il y a mon père et mon oncle. » Après un temps d'arrêt, elle ajoute : « Les militaires maliens nous ont obligé à applaudir. » À ses côtés, Lala, sa belle-fille, rythme ses paroles d'un bout de carton qu'elle agite pour entretenir le charbon sous la théière et poursuit : « Moi, à Gao j'ai vu de mes propres yeux des militaires attacher les hommes, amener un char et leur rouler dessus avec. La foule [les villageois encadrés par les militaires] a ramassé des morceaux de chair, les orteils, les doigts,

28. Entretien du 16 février 2014 avec Touta, réfugiée, militante MNLA, Tamanrasset.

29. Entretien par Skype du 11 décembre 2013 avec un combattant du MNLA.

puis les ont jetés dans les maisons de chaque Touareg »³⁰. Et puis, comme pour illustrer les séquelles d'une génération à travers l'accumulation de récits sordides, Lala relate l'histoire d'une jeune fille témoin impuissante de l'exécution de son frère, kidnappé par l'armée malienne puis retrouvé ligoté à un arbre et brûlé vif : « Sa sœur a vu ça, elle a pris la folie, jusqu'à aujourd'hui elle est folle. » Le thé est servi et la discussion s'anime. Toutes les familles sont marquées par des histoires de massacres impunis, d'empoisonnements mystérieux, d'humiliations et de deuils impossibles face à des cadavres « en mille morceaux ». « Qui veut perdre ses proches ? Qui veut fuir son pays ? Qui veut vivre dans la peur ? » questionne d'une voix tranquille Nina, la veuve d'une figure de la rébellion, avant de poursuivre : « Personne n'aime la guerre. Mais nous les gens de l'Azawad, nous sommes obligés de faire la guerre »³¹. Cette « obligation de faire la guerre » peut s'interpréter dans ce contexte à partir du concept de « mandats familiaux » (Jedlicky 2016 : 152) et permet de comprendre comment, à travers la transmission d'une mémoire familiale, les enfants héritent d'une loyauté politique qui « assure [...] sous une forme spécifique les impératifs de continuité sociale du groupe familial ». La dimension contraignante des mandats familiaux est essentiellement basée sur le fait que « ne pas en remplir les exigences signifierait trahir les parents et leur histoire » (*ibid.* : 167). Florence Weber (2013 : 30) affirme également que « l'appartenance à un groupe de parenté oblige, consciemment ou inconsciemment ». De plus, les superpositions des liens militants et des liens de parenté réelle au sein du groupe sont nombreuses, et aboutissent à une forme d'« endogamie partisane » (Gaxie 1977 : 138) qui participe à l'engagement émotionnel des militants.

« Tout ce que les hommes font, c'est pour les femmes, même la rébellion »

Cette formule aux allures romantiques « tout ce que les hommes font, c'est pour les femmes, même la rébellion »³² prononcée par le père lors d'un entretien au sein d'une famille de militants, donne le ton de l'interpénétration d'une économie affective familiale, voire amoureuse, et de l'engagement des hommes dans cette lutte. En effet, outre la centralité des récits passés et leur inscription dans les enjeux familiaux, les relations intimes entre les militants

30. Entretien du 6 février 2014 avec Lala militante de l'Azawad depuis les années 1990, militante au MNLA, Tamanrasset.

31. Entretien en février 2014 avec Nina, veuve d'une figure de la rébellion de 2006, Tamanrasset.

32. Entretien collectif du 14 février 2014, parole du père de famille, Tamanrasset.

et leur mère ou leur épouse participent aux motivations de l'engagement. Les enjeux (sociaux, économiques et politiques) des rapports de genre sont imprégnés de la question de l'engagement de la rébellion. Cette articulation entre relation affective, de séduction, au sein de la sphère familiale ou amoureuse et de l'engagement militaire dans la rébellion constitue un élément déterminant de l'actualisation du lien entre la famille, les solidarités et le politique.

Une mère m'explique comment, en apprenant que l'un de ses fils s'était engagé dans les rangs d'Ansar Dine au début du conflit, elle a mis en place une stratégie pour le faire adhérer à un autre mouvement. Vivant à Tamanrasset, alors que son fils se trouve à Kidal, elle répand la rumeur selon laquelle elle est gravement malade et risque de mourir dans les prochains jours, pour le faire venir jusqu'à elle. Alors que son fils se précipite à son chevet, pensant faire ses adieux à sa mère mourante, celle-ci l'a — selon ses propres termes — « récupéré et donné aux gens du MNLA ». Ici, la ruse politique mise en œuvre par la mère pour que son fils rejoigne le mouvement auquel elle adhère, s'apparente à une forme de pression coercitive exercée de façon horizontale qui paraît la plus fonctionnelle au sein du MNLA. Depuis, me raconte-t-elle fièrement, il est devenu vice-président de la jeunesse azawadienne de Kidal et s'est marié avec une fille de militant « avant ses grands frères ! ». En catimini, l'un de ses grands frères me rapporte qu'avant la rébellion, son cadet « était considéré comme un *loser*, mais maintenant il fait la fierté de toute la famille »³³. En effet, le statut d'homme marié, le requalifie au sein de la famille. Dans cette même famille, alors que nous discutons cette fois de l'engagement de sa fille, la mère réaffirme :

Oui, j'ai incité ma fille à s'engager pour l'Azawad, j'ai toujours dit ça à mes enfants, même son grand frère, même son petit frère, tout le monde ! J'ai toujours dit ça à mes enfants, pour qu'ils se battent pour leur pays, leurs droits, leur terre, parce que je sais qu'il n'y a rien, il n'y a que ça, il faut accepter de mourir, il faut accepter de souffrir pour ça³⁴.

Si les hommes et les femmes ne sont pas destinés aux mêmes tâches, l'incitation à l'engagement au sein des familles militantes est valable pour les deux. Le rôle déterminant des encouragements familiaux dans le sacrifice guerrier de l'époux, a également été illustré par Nicolas Mariot (2017) à travers le parcours de radicalisation de Robert Hertz.

33. Entretien en février 2014 avec Nounou, fils de Ana, militant du MNLA, Tamanrasset.

34. Entretien en février 2014 avec Ana, mère de Nounou militante depuis les années 1990 au MNLA, Tamanrasset.

Lorsque, dans un moment de détente entre femmes, j'interroge mes interlocutrices sur l'engagement de leur mari dans la rébellion, Nina me répond, sous les rires approuvateurs de ses amies :

Celle que son mari ne part pas [en rébellion], elle est fâchée hein ! Elle n'est pas contente [rires]. C'est la honte, c'est la honte, c'est vrai c'est la honte un mari qui reste... Moi, j'aime pas un mari qui n'est pas en rébellion [rires], je préfère un mari qui est fort qui cherche des droits pour son peuple, qu'un mari qui reste à la maison, c'est la femme qui peut s'occuper de tout ça [rires]³⁵.

Une véritable pression émotionnelle est exercée sur les hommes pour qu'ils prennent part aux combats et renvoie à la division genrée du travail militant. La honte à laquelle se réfère Nina touche à son honneur et celui de sa famille. Mais c'est surtout une forme de rappel aux normes qui régulent l'ordre social et les rapports de genre : « C'est la femme qui peut s'occuper de tout ça. » De plus, l'importance de l'engagement du mari dans la rébellion renvoie également à la position sociale du mari qui se transmet à son épouse. En incitant les hommes à s'engager, elles s'assurent un prestige proportionnel et accroissent leur propre capital social et parfois économique

Dans ce contexte, les hommes ont peu de marge de manœuvre pour éviter d'entrer en rébellion, d'autant qu'il est simple pour une femme touarègue de divorcer. Nina a divorcé de son second mari car, le soir du 31 décembre, celui-ci l'a appelée depuis la zone de combat et lui a demandé de ne pas sortir avec ses amies. Scandalisée, Nina a exigé le divorce (du mariage coutumier) le lendemain et l'a obtenu peu de temps après. Le statut de femme divorcée comporte de nombreuses libertés dans le contexte social touareg : celle de pouvoir accueillir qui on veut chez soi (Casajus 2010 : 97) mais aussi la liberté sexuelle et celle du choix de leur futur mari (Dragani 2015 : 114).

Répartition des tâches militantes en famille

Les tâches militantes sont transmises et réparties au sein des unités familiales. Comme l'a analysé Jules Falquet (2003) au sein de la guerrilla salvadorienne, on retrouve au MNLA une division genrée du travail militant. Les femmes assument depuis la mobilisation avant-guerre des tâches perçues comme féminines (transmission d'informations, transport d'argent, gestion des cotisations, ravitaillement en armes et nourriture, soin des combattants, couture, propagande). Auprès de leur mère ou d'une autre figure féminine familiale, les

35. Entretien en février 2014 avec Nina, *op. cit.*

jeunes filles font l'apprentissage de toutes les tâches concrètes du quotidien militant comme la fabrication des drapeaux de l'Azawad ou du pain aux dattes pour le front.

Les femmes et les jeunes mènent de nombreuses actions communes, notamment ce qu'ils nomment la « préservation des acquis de la révolution », c'est-à-dire l'organisation de manifestations, la fabrication de banderoles, l'invention de slogans, la rédaction des communiqués radios et les récoltes de fonds. Ensemble, ils prennent également en charge l'organisation d'« événements historiques azawadiens »³⁶ et mènent plusieurs actions conjointes dans les villes (dont des actions sanitaires).

Les étudiants à la base du MNA ont mis à disposition du mouvement leurs compétences scolaires, organisationnelles et communicationnelles. Par exemple, le site internet et le logo du MNA ont été réemployés et légèrement modifiés pour le MNLA. Cependant, ils sont principalement destinés au combat comme le regrette un étudiant membre du MNA : « Il y'a toute une jeunesse, une centaine de jeunes qui sont là, qui ne cherchent qu'à être impliqués, mais ils sont toujours à l'écart, on les consulte même pas, on ne leur demande pas leur avis, n'empêche qu'ils sont là pour le combat »³⁷. C'est effectivement essentiellement des hommes mariés et plus âgés qui assurent les fonctions politiques et publiques.

Cette répartition entre générations s'ajoute aux liens qui unissent les combattants et leurs familles, dans le soutien logistique apporté depuis les zones de repli. Dans le conflit, les solidarités familiales se renforcent et deviennent l'une des façons de survivre et d'accéder aux premières nécessités. Comme en témoigne un combattant du MNLA : « Ma famille quand je suis là-haut dans le maquis, ils envoient des trucs, des couvertures, de quoi manger, des cigarettes et tout ça. Et si jamais j'ai des problèmes, que je dois me cacher ou quelque chose comme ça, c'est la famille qui s'en charge »³⁸. De plus, la formation militaire et l'entrée en guerre se font toujours à partir d'affinités familiales. C'est ainsi qu'un combattant du MNLA, originaire de la région de Léré explique : « La première fois que je suis parti dans la rébellion j'étais avec une quarantaine de personnes de ma famille »³⁹. Ou un second, originaire d'Aderanboukar dans la région de Menaka, qui raconte qu'il rejoint des oncles et des cousins « qui sont déjà là-bas dans la rébellion et pendant huit mois j'ai

36. Les événements fêtés chaque année par les militants depuis 2012 sont : la fête de l'indépendance de l'Azawad le 6 avril, la création du MNA le 1^{er} novembre, la déclaration des hostilités le 16 janvier.

37. Entretien du 7 octobre 2012 avec un étudiant membre de l'association Ellay et du MNA, Tamanrasset.

38. Entretien en avril 2016 avec Hassan, combattant du MNLA, Niamey.

39. Entretien en avril 2016 avec Combattant 5 du MNLA, Niamey.

suivi une formation militaire avec eux »⁴⁰. C'est ainsi qu'en prenant part à la rébellion, les combattants ne sont jamais coupés de leurs familles.

L'impossible autonomisation du politique

Dans le cadre de la lutte armée, les dynamiques familiales opèrent à la fois comme des ressources centrales et comme ce qui limite le mouvement dans l'entreprise de cette lutte. J'en rendrai compte à travers deux espaces d'observation : les unités militaires et la tentative de gestion par la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) de la ville de Kidal.

La constitution des unités de combats selon des liens familiaux pallie et empêche l'instauration d'une discipline dans le mouvement. D'abord, les scissions collectives ont été facilitées par le fait que les unités sont largement autonomes d'un point de vue matériel, économique et, dans une moindre mesure, politique. La dépendance au groupe est essentiellement liée aux ressources familiales, à l'inverse des groupes armés non étatiques dotés d'un fort encadrement militant (PKK, Taleban, etc.) qui recréent de l'institution familiale en leur sein (Dorronsoro & Grojean 2004). Ces derniers impliquent une « rupture plus ou moins forte avec les liens sociaux antérieurs » et une dépendance matérielle et affective au groupe (Sommier 2015). C'est-à-dire l'antithèse du fonctionnement du MNLA qui n'implique pas de séparation entre la sphère domestique et militante.

Ensuite, je montrerai à travers l'exemple de la ville de Kidal que les solidarités familiales et amicales qui lient les administrateurs et ceux qui composeraient « la société civile » enrayent les mécanismes de régulation et d'impartialité. Cependant, il faut noter que Kidal est un cas particulier au moins à trois égards : d'abord il s'agit du fief historique de la rébellion, ensuite elle est quasiment la seule ville où le MNLA a pu exercer une forme de gouvernance et, enfin, sa faible démographie⁴¹ implique un fort réseau d'interconnaissances.

Des unités autonomes et insérées à une économie locale

« Séduits par l'efficacité du MNLA pour chasser l'État malien, des unités autonomes sont arrivées sur le terrain avec quelques armes, quelques véhicules et se sont déclarées appartenant au MNLA, sans jamais avoir rencontré de

40. Entretien en avril 2016 avec Combattant 9 du MNLA, Niamey.

41. De 5 000 à 12 000 habitants durant la période de guerre, selon mes interlocuteurs.

responsables politiques » m'explique un membre du MNLA qui déplore l'autonomisation des unités militaires. En effet, pour les combattants, l'entrée en guerre s'est faite à partir de petites unités familiales dans des zones délimitées. De ce fait, le MNLA n'est pas parvenu à centraliser les nombreuses unités régionales, rapidement autonomes militairement et financièrement. De plus, initialement formé par une alliance entre plusieurs familles, le MNLA se compose de petites unités reproduisant des cellules sécurisantes, dans le sens où l'engagement armé n'implique pas de rupture affective pour le combattant. Cette caractéristique — qui s'accroît au fur et à mesure de la guerre — contraint la mise en place d'une discipline indépendamment des liens interpersonnels.

Les différentes unités ont toujours eu une autonomie de gestion (hommes, armes, véhicules, vivres, financements) et n'ont aucune dépendance vis-à-vis de la hiérarchie du MNLA. L'organisation collective est flexible, et la participation à des actes militaires au nom du MNLA n'implique pas de rupture avec la sphère domestique. La majorité des combattants continuent leurs activités économiques et se rendent sur le terrain accompagnés de leurs proches au moment où ils sont sollicités. Par ailleurs, pour créer une unité militaire, il suffit parfois d'avoir peu de moyens. Par exemple, un ancien rebelle de 1990 explique être entré en guerre en 2012 en possession de six pick-up et une dizaine d'hommes. La division en petites unités autonomes au sein du MNLA résulte principalement d'impératifs organisationnels : les financements ne sont pas centralisés et chaque unité fonctionne au sein d'une économie localisée et indépendante matériellement. La collecte de vivres (têtes de bétails données) et de financements pour les unités s'organise avec leurs familles, leurs localités d'origines (à l'échelle d'un campement par exemple) ou des bailleurs locaux « c'est des patrons, c'est des gens d'ici qui ont des entreprises, des commerces, qui font du trafic, des gens qui ont de l'argent »⁴². Les unités sont donc plus dépendantes de leur environnement social et économique de proximité que de la direction du mouvement. Concernant les déplacements et l'armement, un commandant d'unité explique que « c'est les voitures personnelles qu'on utilise pour l'armée [du MNLA]. Par exemple, s'il y a une mission militaire tu pars avec ton camion, tu vis de ton commerce, et si on t'appelle, tu viens avec tes armes et ta voiture »⁴³. L'usage de matériel personnel au sein de la rébellion participe à l'imbrication des sphères domestiques et militaires.

Le commandant évoqué plus haut, est à la tête d'une unité composée d'une soixantaine d'hommes, tous inscrits dans des liens de famille ou d'amitié.

42. Entretien en avril 2016 avec un commandant d'une unité du MNLA, Niamey.

43. *Ibid.*

Il considère qu'une « petite unité c'est plus facile, parce que sinon il y a des problèmes de discipline »⁴⁴. En faisant dépendre l'importance numéraire du groupe à la question disciplinaire, il formule les difficultés liées à la composition affinitaire des unités. L'instauration d'une discipline, c'est-à-dire de règles et de fonctions qui s'appliqueraient aux personnes indépendamment des liens interpersonnels, apparaît en contradiction avec les formes de mobilisation et la répartition des tâches dans le MNLA. Basées sur des liens forts, desquels elles tirent aussi leurs ressources, les unités peuvent difficilement se professionnaliser et les chefs d'unités ne sont pas dans une configuration qui leur permettrait d'instaurer un ordre extérieur aux rapports sociaux.

Un autre commandant qui a quitté le MNLA m'explique les raisons de sa scission à partir d'un argumentaire proche : « Au MNLA, il y a cette autonomie qui gâche. » Il déplore le fait que, en tant que responsable d'une zone au sein du MNLA, il devait prendre toutes les décisions politiques et sécuritaires sans ordres clairs, ni indications de sa hiérarchie : « Le MNLA c'était moi quoi », dit-il en riant. Des membres de son unité, présents lors de la discussion, soulignent le fait qu'« au MNLA, on ne tue pas les membres qui trahissent »⁴⁵ et rappellent que la coercition n'est pas pratiquée par la hiérarchie au sein du mouvement. Contrairement au PKK ou à l'armée turque, les dispositifs disciplinaires (vie quotidienne dans des camps fermés, soumission à l'autorité, interdiction de désertir, etc.) et d'homogénéisation (Grojean & Kaya 2012) n'ont pas été réfléchis au sein du MNLA. Cependant — contre toute attente — la discipline interne et les règles contraignantes qu'un mouvement impose à ses membres peuvent être vécues comme habilitantes par ces derniers (Gayer 2014 : 114). Tout comme l'exercice de la coercition au sein du Front de libération national (FLN) en Algérie a probablement contribué à sa popularité car il protégeait d'éventuelles trahisons (Crenshaw 1978 cité dans Shah 2013 : 488-489).

Toutefois, il est maintenant clair que le MNLA n'est pas une institution totale qui régit la vie quotidienne et intime de ses membres. Les camps sont mobiles, les combattants sont en contact permanent avec la sphère domestique, les militants ont continué à se marier, divorcer, tomber amoureux ou faire des enfants. Ces divers événements de la vie vont accélérer le processus de désidentification du groupe au moment où le mouvement va capter des ressources extérieures qui seront mal redistribuées.

44. *Ibid.*

45. Entretien collectif en mai 2018 avec des membres amis-familles du MNLA et du HCUA, Bamako.

L'échec de l'institutionnalisation lié à l'existence de liens de parenté

Les relations intra- et interfamiliales qui ont permis le développement du MNLA expliquent son échec à exercer une discipline interne. En effet, les relations familiales qui unissent les différents membres du mouvement limitent la possibilité d'autonomisation du politique. Les comités de gestion de la ville de Kidal mis en place par la CMA en sont un exemple. En mai 2014, en pleine négociation de l'accord de paix, le premier ministre malien Moussa Mara décide d'aller faire une visite diplomatique à Kidal. Les associations de femmes et de jeunes, dit de la « société civile azawadienne », manifestent pour s'opposer à sa venue. S'en suivra une bataille qui durera quatre jours et se soldera, le 21 mai, par la débâcle de l'armée malienne et la fuite des quelques fonctionnaires venus du Sud. Le MNLA accuse l'armée malienne d'avoir tiré à balles réelles sur les manifestants. En retour, les représentants de l'État malien accusent le MNLA d'avoir attaqué en premier⁴⁶. Après le départ de l'armée malienne et des fonctionnaires, la ville de Kidal est gérée par la CMA à partir d'une commission de gestion et d'administration de la ville. La mise en place d'une administration et la tentative d'institutionnalisation du mouvement rebelle qui en découle se heurtent à la prégnance des liens familiaux.

La gestion administrative est assurée par la commission de gestion et d'administration de la ville de Kidal composée (en mai 2016) de onze sous-comités selon les thématiques suivantes : assainissement, santé, sécurité, éducation, affaires sociales et déplacés, eau et électricité, humanitaire, discipline et consultation (oulémas), monde rural (bétail), foncier (distribution de parcelles), communication et information. L'équipement de base pour chaque sous-comité est constitué des biens (principalement des dons de la communauté internationale) que l'armée et l'administration malienne en prenant la fuite ont abandonnés le 21 mai 2014. C'est ainsi que chaque sous-comité a pu recevoir lors de sa création, *talkie-walkies*, téléphones, radios, imprimantes, rames de papier, ordinateurs, batteries, etc., mais également tables, matelas et voitures. Comme l'exprime un membre de la CMA, « le butin du 21 mai, c'était un don de Dieu ».

Le fonctionnement de ces comités est assuré par des membres de la CMA qui, par ailleurs, sont unis par des liens familiaux aux associations de la ville et aux combattants sur le terrain. Si la présidence des sous-commissions est tournante entre les trois mouvements de la CMA, les imbrications familiales rendent floues les frontières entre activités administratives, civiles et

46. Cette bataille a donné lieu à de nombreux récits au Nord comme au Sud qu'il n'est pas possible de détailler ici. Pour un résumé journalistique des différents points de vue, voir CARAYOL (2014).

combattantes. Par exemple, un jeune homme peut exercer une fonction au sein d'un sous-comité et participer aux combats. Une femme peut occuper un poste à responsabilité au sein d'un comité tout en étant membre d'une association azawadienne censée représenter un contre-pouvoir vis-à-vis du mouvement. De plus, les associations ayant plusieurs membres au sein des comités peuvent exercer une certaine pression sur le MNLA, notamment dans la formation de l'agenda politique à travers leurs activités militantes⁴⁷. En contrepartie, il est fréquent qu'un membre officiel du MNLA soit présent lors d'événements ou de rassemblements de la « société civile »⁴⁸.

La gestion des problèmes met au jour la difficulté que pose l'imposition de règles considérées comme contraignantes par les habitants de Kidal. Ainsi, la ville souffre de problèmes d'eau et d'électricité, suite aux dégâts causés par les bombardements notamment, mais également à cause de réseaux saturés par des branchements pirates. Mener à bien l'interdiction des branchements pirates s'avère hautement difficile pour le nouveau « pouvoir en place », tel que me l'explique l'un des coordinateurs de la commission politique de la CMA : « Les gens [les responsables politiques] aussi ont peur, c'est difficile de dire à quelqu'un “pourquoi tu as fait un branchement pirate ?” Il va vous dire : “de quoi vous vous mêlez ? On a chassé le Mali, c'est vous qui voulez faire la loi maintenant ?” »⁴⁹.

De même, les affaires de dénonciations de corruption portées par des associations dites de « la société civile » mettent en jeu les liens de parenté. J'exposerai ici l'exemple d'une campagne contre la corruption menée à Kidal en 2015 par les associations de la « société civile » de Kidal⁵⁰. Quarante bourses d'études destinées à des élèves de Kidal ont été revendues⁵¹ par la commission de gestion et d'administration de la CMA et des dons humanitaires n'ont jamais été distribués. L'Union de la jeunesse azawadienne (UJA) et la Coordination des femmes ont mené une enquête et organisé une marche contre ceux qui avaient détourné le bien public, mais les coupables « ne sont pas destituables »⁵². La hiérarchie du MNLA et les structures censées représenter un

47. Par exemple, le Congrès des femmes de l'Azawad qui a eu lieu à Kidal en février 2014 et qui a imposé au MNLA une attention particulière à la scolarisation des enfants et à la recherche de bourses pour les étudiants.

48. Lors des choix de slogan par exemple, un membre du bureau exécutif du MNLA est toujours présent.

49. Entretien du 21 mai 2016 avec Ambéiry ag Rhissa, enseignant à la retraite, membre du MNLA, Bamako.

50. Nommé « mouvement social du 1^{er} août 2015 ».

51. Selon les rumeurs, pour un montant de 2 millions de FCFA chacune.

52. Entretien réalisé en avril 2016 avec un membre de la coordination des femmes de l'Azawad, militante MNLA, Rabat.

« contre-pouvoir » se retrouvent ainsi court-circuitées par les liens personnels et les sanctions sont rarement appliquées par crainte des conséquences dans les relations interfamiliales. Comme le résume un professionnel de santé habitant à Kidal : « Tu peux te chamailler mais tu ne peux pas aller plus loin, parce qu'il y a les familles derrière les gens et ça peut dégénérer. » De façon plus générale, les actes de corruption des dirigeants du MNLA mettent en jeu des loyautés concurrentes (familiales et idéologiques). Le risque que les dirigeants détournent l'argent destiné au mouvement pour améliorer le statut économique de leur famille est courant, il peut par ailleurs être la raison pour laquelle les militants se détachent du mouvement (Shah 2013 : 501). Cette tendance va être accélérée par l'arrivée de l'armée française et des organisations internationales dès 2013. En effet, l'appareillage militaire et diplomatique qui accompagne l'intervention militaire et le processus de paix implique l'accès à de nouvelles ressources sur le territoire national. La constitution d'un groupe armé devient alors un moyen d'accéder aux rétributions politiques et financières prévues par le processus telles que l'accès à des postes dans diverses commissions, des nominations au sein des autorités intérimaires ou l'intégration de combattants au sein de patrouilles mixtes. La redistribution inégale de ces rentes de l'international au sein du mouvement va réduire l'identification au groupe et acter la fragmentation à partir d'unités familiales.

L'impossibilité de sanctionner la trahison au sein des réseaux de parenté élargie est expliquée par Oumar, enseignant engagé dans les rébellions de 1990 et 2012 :

Dans nos rangs il y a beaucoup de corrompus, il y a beaucoup de gens qu'il faut éliminer pour que ça marche bien. Je sais que dans toutes les révolutions qui se sont succédées à travers le monde, il y a beaucoup de gens qui ont été éliminés pour que la révolution ait lieu, c'est ce que nous n'avons pas dans nos traditions [rires]. Celui là c'est mon parent, je connais ses défauts, je vais le laisser avec ses défauts et on va vivre ensemble, c'est notre tradition [rires]. De toute façon, c'est mon parent, moi j'ai mal aux pieds, j'ai mal à la main, je ne vais pas me couper la main ! C'est mon parent, je ne vais pas le couper [rires] ! C'est ce qu'on se dit, c'est ce qui se dit chez nous. Quel que soit le mal qu'on a dans une partie du corps, de toute façon ça fait partie du corps⁵³. On ne veut pas déposer quelqu'un quand on voit que celui-là c'est notre dirigeant, on ne le dépose pas facilement. Non seulement vous portez atteinte à son honneur, mais peut-être à l'honneur de sa tribu⁵⁴.

53. L'anthropologue H. CLAUDOT-HAWAD (1993 : 134) recueille également de nombreux témoignages qui font état de comparaison entre le système politique et le corps. Ses témoignages n'utilisent pas la métaphore du pied ou de la main, cependant elle mène ses entretiens en tamasheq alors que les miens sont en français.

54. Entretien du 7 octobre 2012 avec Oumar, enseignant, rebelle de 1990 et militant MNLA, Nouakchott.

Oumar souligne ici l'interdépendance relationnelle qui implique une conscience d'un ordre social qui ne doit pas être mis en péril par la rébellion. De plus, l'interpénétration des modes de domination propre à la société concernée au sein du mouvement implique le danger de s'attaquer à un dirigeant qui a supposément derrière lui une tribu, c'est-à-dire une famille élargie avec laquelle la sienne est certainement en lien. Il poursuit son raisonnement en insinuant que cette structure affective du mouvement calquée sur des structures sociales interdépendantes ne permet pas la révolution.

La révolution c'est autre chose que tout ça, ça n'a rien à voir avec ces considérations. La révolution, c'est Bismarck quand il dit que les questions d'une grande époque ne se règlent ni par la voix d'une majorité ni par un discours mais par le fer et dans le sang, ça ne se dément pas. La preuve c'est que même les grandes puissances pour avoir l'autorité sur le monde elles pratiquent la force [rires]⁵⁵.

De par ces considérations interpersonnelles et les dépendances familiales, le MNLA apparaît traversé de manière caractéristique par les tensions entre la loyauté due à un parent et l'impartialité que l'on peut attendre d'un mouvement révolutionnaire (Shah 2013 : 500).

Je me suis attachée dans cette contribution à montrer que les liens affectifs qui ont permis au MNLA de mobiliser expliquent également son échec à maintenir une forme d'autorité publique, d'où sa fragmentation. Une posture essentiellement micro et meso a permis ici de restituer ces logiques depuis l'intérieur des familles pour comprendre la façon dont sont intriqués l'engagement politique et l'environnement affectif pour les militants. Entre autres, l'importance des réseaux familiaux par lesquels les militants acquièrent des compétences et entrent en guerre, a permis des scissions collectives, au niveau de la famille élargie, contrairement à l'idée souvent véhiculée de combattants qui passeraient « sans cesse d'un front à l'autre ». De plus, la trajectoire du MNLA questionne les tensions entre loyautés multiples et les conditions d'autonomisation du politique. Les liens forts qui unissent les membres d'une unité et leur chef ne permettent pas d'imposer une discipline faisant abstraction des rapports sociaux. Souvent, les loyautés familiales ou

55. *Ibid.*

antérieures à l'entrée en lutte l'emportent sur les loyautés politiques, c'est ainsi que pour maintenir un ordre social, les actes de corruption à l'intérieur du mouvement sont rarement dénoncés.

Une focalisation particulière sur les relations affectives au sein du mouvement a permis d'en dégager les mécanismes de fonctionnement interne pour retracer les processus qui ont facilité les scissions. Cependant, isoler ce mécanisme n'implique pas que le mouvement soit fermé sur lui-même et permet, au contraire, de mieux comprendre les effets de l'internationalisation du conflit sur le mouvement rebelle. En effet, la signature de l'accord de paix qui a impliqué pour le mouvement l'abandon de sa revendication principale a, du même coup, évincé l'intense motivation émotionnelle que représentait l'indépendance de l'Azawad pour les militants. De plus, l'afflux massif de ressources de l'international dès 2013, va accélérer l'atomisation du mouvement à partir d'unités familiales. Les *leaders* accèdent à de nouvelles ressources économiques et opportunités politiques qui sont essentiellement redistribuées au sein des cercles les plus proches. C'est ainsi que les scissions en petits groupes de parenté réelle ou symbolique⁵⁶, deviennent une stratégie pour capter les rentes de l'international.

En effet, la mise en place du processus de paix prévoit des rétributions politiques, financières et militaires pour les belligérants à travers la distribution de postes au sein de l'armée, l'administration ou les commissions du processus de médiation. Les bénéfices de ces gratifications essentiellement individuelles peuvent être partagées au sein de la famille ou du groupe social. La multitude des formes de la représentation politique (donc la fragmentation des mouvements) garantit une redistribution optimale au sein de toutes les couches de la société. C'est pourquoi de nouveaux mouvements armés ont fait leur apparition lors du processus de paix sans que cela ne remette en question les relations sociales. On peut en donner une illustration qui, tout en relevant de la mobilisation des rumeurs, donne des indices sur la façon dont les mouvements négocient entre eux les prébendes de l'accord. D'après quelques membres du Congrès pour la Justice dans l'Azawad (CJA) créé en 2016 (scission du MNLA puis du HCUA), au moment des premières nominations des autorités intérimaires, le chef de fraction des Kel Ansar très impliqué dans la diplomatie du mouvement aurait été conseillé par le défunt chef du HCUA (cheikh Haoussa) qui, en toute amitié, lui aurait suggéré de créer un mouvement propre à sa communauté. Ceci parce qu'il ne pouvait pas leur garantir de postes au sein des commissions mises en place par le processus de paix. Dans ce contexte, la fragmentation des mouvements armés est considérée

56. La tribu étant considérée comme parenté symbolique (BAZIN 1999).

par les acteurs locaux comme une division « pragmatique », afin que chaque groupe social (ou famille élargie) puisse obtenir une « part » des prébendes de l'international.

Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP), Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris.

BIBLIOGRAPHIE

- BACZKO A. & DORRONSORO G., 2017, « Pour une approche sociologique des guerres civiles », *Revue française de science politique*, 62 : 309-327.
- BAZIN L., 1999, « La parenté : miroir et enlèvement des hiérarchies en Côte-d'Ivoire », *Journal des anthropologues*, 77-78 : 193-215.
- BENCHERIF A., 2018, « Le Mali post "accords d'Alger" : une période intérimaire entre conflit et négociations », *Politique Africaine*, 150 : 179-201.
- BENCHERIF A. & CAMPANA A., 2016, « Alliances of Convenience : Assessing the Dynamics of the Malian Insurgency », *Mediterranean Politics*, 22 (1) : 115-134.
- BOILLEY P., 2012 [1999], *Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain*, Paris, Karthala.
- BOURDIEU P., 2012, *Sur l'État. Cours au Collège de France (1980-1992)*, Paris, Éditions du Seuil.
- BOURGEOIS A., 1992, « L'enjeu politique de l'histoire : vision idéologique des événements touareg (1990-1992) », *Politique Africaine*, 48 : 129-135.
- CAMPANA A., 2018, « Entre déstabilisation et enracinement local, les groupes djihadistes dans le conflit malien depuis 2015 », Rapport du projet *Stabiliser le Mali*, Montréal, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques-Uqam.
- CARAYOL R., 2014, « La bataille de Kidal, un mal pour un bien ? » *Jeune Afrique*, <<https://www.jeuneafrique.com/52733/politique/la-bataille-de-kidal-un-mal-pour-un-bien/>>.
- CARLIER O., 1995, *Entre Nation et Jihad. Histoire sociale des radicalismes algériens*, Paris, Presses de Sciences Po.

- CASAJUS D., 2010, « Poésie courtoise et rivalité amoureuse », *L'Homme*, 194 : 75-109.
- CHEBLI D., 2013, *Processus d'émergence d'un groupe indépendantiste dans le Nord-Mali. Parcours de la jeunesse estudiantine à la base du Mouvement National de Libération de l'Azawad*, Mémoire de Master 2, Paris, EHESS.
- 2014, « Du MNA au MNLA : le passage à la lutte armée » *Noria research*, <<https://www.noria-research.com/fr/du-mna-au-mnla-le-passage-a-la-lutte-armee/>>.
- CHRISTIA F., 2012, *Alliance Formation in Civil Wars*, Cambridge, Cambridge University Press.
- CLAUDOT-HAWAD H., 1989, « Femmes touarègues et pouvoir politique », *Peuples méditerranéens*, 48-49 : 69-79.
- 1993, « Histoire d'un enjeu politique : la vision évolutionniste des événements touaregs 1990-1992 », *Politique Africaine*, 50 : 132-140.
- CRENSHAW M., 1978, *Revolutionary Terrorism : The FLN in Algeria, 1954 1962*, Stanford, Hoover Institution Press.
- CRETETZ X., 2011, « “High Risk Activism” : essai sur le processus de radicalisation violente (première partie) », *Pôle Sud*, 34 (1) : 45-60.
- DESGRAIS N., GUICHAOUA Y. & LEBOVICH A., 2018, « Unity is the Exception. Alliance Formation and De-Formation among Armed Actors in Northern Mali », *Small Wars & Insurgencies*, 29 (4) : 654-679.
- DORRONSORO G. & GROJEAN O., 2004, « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », *European Journal of Turkish Studies*, Complete list, <<http://www.ejts.org/document198.html>>.
- DRAGANI A., 2015, « Poétesses en marge. Un cas d'interdiction de la parole poétique féminine », *Cahiers de littérature orale*, 77-78 : 111-142.
- FALQUET J., 2003, « Division sexuelle du travail révolutionnaire : réflexions à partir de l'expérience salvadorienne (1970-1994) », *Cahiers des Amériques latines*, 40 : 109-128.
- FOUÉRE M-A., 2010, « La mémoire au prisme du politique », *Cahiers d'Études africaines*, L (1), 197 : 95-121.
- GAXIE D., 1977, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27 : 123-154.
- GAYER L., 2009, « Le parcours du combattant : une approche biographique des militants sikhs du Khalistan », *CERI/IEP*, 28, <<http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/le-parcours-du-combattant-une-approche-biographique-des-militantes-sikhs-du-khalistan>>.
- 2014, « Faire l'amour et la guerre : Le problème des “relations physiques” au sein de la People's Liberation Army (PLA) du Népal », *Politix*, 107 (3) : 85-115.

- GOODWIN J., 1997, « The Libidinal Constitution of a High Risk Social Movement : Affectual Ties and Solidarity in the Huk Rebellion, 1946 to 1954 », *American Sociological Review*, 62 (1) : 53-69.
- GRÉGOIRE E., 2013, « Islamistes et rebelles touaregs maliens : alliances, rivalités et ruptures », *EchoGéo*, <<http://echogeo.revues.org/13466>>.
- GROJEAN O., 2003, « Théorie et construction des rapports de genre dans la guérilla kurde de Turquie », *Critique internationale*, 60 : 21-35.
- 2013, « Comment gérer une crise politique interne ? Façonnage organisationnel du militantisme, maintien de l'engagement et trajectoires de défection », *Politix*, 102 : 63-88.
- GROJEAN O. & KAYA S., 2012, « Ce que font les combattants lorsqu'ils ne combattent pas. Regards croisés sur les guérilleros du PKK et les commandos de l'armée turque », *Pôle Sud*, 37 (2) : 97-115.
- HAGBERG S. & KÖRLING G., 2015, « Terrains inaccessibles : Faire de l'anthropologie dans la tourmente politique malienne », *Civilisations*, 64 (1) : 141-152.
- JEDLICKI F., 2016, « Les veines ouvertes de l'héritage. Les mandats familiaux de la mémoire de l'exil chilien », *Cultures & Conflits*, 103-104 : 151-167.
- MARIOT N., 2017, *Histoire d'un sacrifice. Robert, Alice et la guerre*, Paris, Éditions du Seuil.
- RODET M., 2010, « Mémoires de l'esclavage dans la région de Kayes, histoire d'une disparition », *Cahiers d'Études africaines*, L (1), 197 : 236-291.
- SAWICKI F. & SIMÉANT J., 2009, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 51 : 97-125.
- SCHEHR S., 2007, « Sociologie de la trahison », *Cahiers internationaux de sociologie*, 123 : 313-323.
- SHAH A., 2013, « The Intimacy of Insurgency : Beyond Coercion, Greed or Grievance in Maoist India », *Economy and Society*, 42 (3) : 480-506.
- SIMÉANT J., 2013, « Protester/mobiliser/ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *Revue internationale de politique comparée*, 20 : 125-143.
- SMAOUI S., 2016, *La mobilisation comme gouvernement de soi. S'engager et lutter pour la mémoire et la cause des victimes du franquisme en Espagne (2000-2013)*, Thèse de doctorat, Paris, Institut d'études politiques de Paris.
- SOMMIER I., 2012, « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, 68 : 15-35.

— 2015, « Sentiments, affects et émotions dans l'engagement à haut risque », *Terrains/Théories*, 2, <<http://journals.openedition.org.ezproxy.univ-paris1.fr/teth/236>>.

TILLY C., 1978, *From Mobilization to Revolution*, Reading (PA), Addison-Wesley.

WALTHER O. & CHRISTOPOULOS D., 2015, « Islamic Terrorism and the Malian Rebellion », *Terrorism and Political Violence*, 27 (3) : 497-519.

WEBER F., 2013, *Penser la parenté aujourd'hui. La force du quotidien*, Paris, Éditions Rue d'Ulm.

RÉSUMÉ

Cet article questionne le lien entre les relations interpersonnelles intenses (familiales et amicales) et la possibilité pour un mouvement armé d'instaurer une discipline interne. La rébellion armée, déclenchée par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) en 2012, concerne plusieurs générations de militants connectés par des liens de solidarité. L'ancrage local du MNLA a fait sa force lors de la phase de mobilisation. Cependant, il implique une imbrication de la sphère partisane et des relations de parenté qui ont rendu impossible l'autonomisation du politique. À partir du processus de formation du mouvement et son fonctionnement interne, cet article explore la tension entre la loyauté due à un parent et l'impartialité que l'on peut attendre d'un mouvement révolutionnaire.

Mots-clés : Mali, discipline, famille, fragmentation, groupe armé, guerre civile, loyauté, mémoire, MNLA, mobilisation.

ABSTRACT

The Heritage of Revolt. Militancy in Families and Fragmentation in Northern Mali (MNLA).— This article investigates the connection between intense interpersonal relationships (family and friendships) and the possibility for an armed political movement to instill internal discipline. The armed rebellion instigated by the National Movement for the Liberation of the Azawad (MNLA) in 2012 concerns several generations of militants connected by ties of solidarity. The local base of the MNLA was its great strength during the mobilization phase. However, it implied the interpenetration of the partisan sphere and familial and intimate relationships that made political empowerment impossible. Starting with the process of the movement's formation and its internal functioning, this article explores the tension between the loyalty due to family members and the impartiality expected of a revolutionary movement.

Keywords: Mali, armed group, civil war, discipline, family, fragmentation, loyalty, memory, MNLA, mobilization.